

Billet d'humeur...Ma France, !

Les colères s'évalent H24 dans les narratifs des médias ! Moi, Pierre Lamaire, je vous invite à explorer la mienne qui explose...volcanique !

La France est un pays paradisiaque dans son genre, mais certains de ses habitants ont l'impression de vivre en enfer..

La France est une démocratie au régime parlementaire, du moins c'est ce qu'en pense un rien trop péremptoirement la majorité présidentielle... un peu à tort et naïvement d'une certaine manière. Les autres, dans les oppositions débridées, voire désinhibées, évoquent encore trop facilement et trop souvent la monarchie, Jupiter, ou la verticalité du pouvoir. Ce n'est pas le cas en Angleterre, par exemple, mais en France le droit social est protégé par une Constitution écrite... ce qui n'empêche pas de l'amender.

La France est un pays de libertés : vote, expression, pensée, croyance, presse, circulation, possession même... et le corollaire c'est le droit de s'opposer à tout, systématiquement quelquefois...

Ces libertés ne nous ont pas été données, elles ont été acquises ! Respectons-les en pensant à ceux qui n'en disposent pas, dans les « vraies dictatures ».

Alors quand ça casse, brûle et cogne aux quatre coins de l'hexagone, on se dit qu'on a dû manquer quelque chose, qu'on a dû briser quelque chose de fragile, et que, décidément, on ne respecte plus rien ni personne. De plus en plus souvent dans notre espace de liberté, il y a désormais des scènes et des mises en scène, des slogans, et des comportements qui le confirment...Ne fait-on pas un grand bond en arrière quand certains ressortent symboliquement mais clairement la guillotine, le gibet et les piques, évidemment destinés au Chef de l'état ? Et que dire du domicile de cette élue muré alors qu'il est encore occupé ?

Alors, silencieuse, patiente, la bête observe la revanche qui l'attend. C'est à peine si on l'entend murmurer : nous, nous aurions, nous, nous allons... avec nous...Or certains l'attendent, la bête, ils espèrent même son avènement. Et les médias, qui seraient, dit-on, aux ordres du pouvoir, savonnent la planche de celui-ci pour favoriser subrepticement l'arrivée de l'autre qu'ils vomissent pourtant depuis si longtemps !

Notre situation est paradoxale et compliquée, avec une dette abyssale et des Français qui croient revendiquer légitimement leur part du gâteau !

Parce qu'elles sont au service des gens, ces grandes entreprises publiques accumulent des dizaines de milliards d'euros de pertes mais elles devraient distribuer généreusement leurs premiers bénéfices non consolidés.

Améliorer le sort des personnels ne suffit pas, il faut bien les arroser, comme si de rien n'était.

Alors après avoir ressorti la guillotine et le gibet, on ressort aussi cette bonne vieille lutte des classes.

Et voilà qu'on entend à nouveau ces slogans : « mort aux riches », « salauds de patrons », « industrie polluante pour en gaver quelques-uns » etc... et ce sont encore parmi les plus policés !

On écrase les gens dans les deux mors de cet étau impitoyable : la démagogie du populisme et l'écologie, voire l'écoterrorisme.

Il y a des maux nécessaires, évitons de scier la branche à l'heure où on s'exile sur un clic et où on vide ses comptes sur un autre ; il n'en faudrait pas plus de deux pour liquider une entreprise cotée.

Mais ça ne saurait être un motif ou l'objet de vils chantages.

Il faut être raisonnable, et se retrousser les manches, s'engager aussi... Certes tout n'est pas partagé équitablement, il en va ainsi depuis que le monde est monde, ni les bonnes ni les mauvaises fortunes, ni les heurs ni les malheurs... Certains vivent avec, résignés, mais d'autres qui n'y travaillent pas pour améliorer les choses, disputent, battent et font la guerre. Souvent pour ajouter de l'injustice à l'injustice voire du malheur au malheur.

L'ambiance est délétère. Prenons un domaine... tellement particulier : Marseille, son port est bloqué, comme celui du Havre, et on se demande si on a eu raison d'investir autant à Dunkerque tandis qu'Anvers, Rotterdam et Gênes se frottent les mains, Barcelone même.

La solidarité européenne se compte en euros.

Mais au quotidien alors...

On ne supporte plus nos parents alors on se casse, inversement on nous dit de nous casser, on détruit notre couple au premier différend, on ne supporte plus les enseignants dont le discours et le savoir sont contestés, on ne supporte plus les curés parce que nos idoles et nos dieux c'est sur le net qu'ils règnent, on ne supporte plus les flics qui gênent nos trafics et nos petites affaires...

Ces réseaux sociaux se présentent si puissants qu'ils embrouillent le cerveau de ce jeune d'une vingtaine d'années qui est persuadé que la France est allée chercher son grand-père en Afrique du Nord pour construire la Tour Eiffel et le métro parisien.

Des choses manquent, bien sûr, nous manquent, mais avant tout n'est-ce pas plus souvent le courage qui [nous] manque ? Pour nous engager, aider, aimer... ou simplement pour repeindre nos cuisines. JFK le souhaitait : et si nous nous demandions ce que nous pouvons apporter au pays ! On en attend tellement. Ne soyons pas fatigués à vingt ans... comme nos « bébés » qui se mettent en danger au milieu des fous furieux dans nos cœurs de ville en ébullition...

Ceux qui craignent à juste titre pour leur présent ou leur avenir proche ne doivent pas laisser croire, sous prétexte de solidarité, que dans trente, quarante ou cinquante ans les choses n'auront pas évolué. Laissons-les rêver encore car c'est à peine si on sait avec certitude et précision le temps qu'il fera demain...

Il y a tant de causes si justes qu'elles méritent notre attention, nos efforts et les moyens dont nous disposons.

Il y a tant de causes si justes qu'elles méritent notre écoute et notre émerveillement aussi devant tant de courage et d'abnégation.

Au lieu de ça on dirait que la France se laisse embarquer dans des combats strictement idéologiques qui, un jour, qui n'a jamais été aussi proche, mettront la démocratie en péril dans les pattes de la bête. Quatre ou cinq pays européens l'expérimentent déjà à différents degrés.

L'un de nos biens le plus précieux, c'est le droit de vote, que plus ou moins cinquante pour cent d'entre nous n'utilisent plus voire plus jamais. Alors, dites-moi, s'il faut casser et brûler la plus belle avenue du monde pour avoir satisfaction, qui se déplacera encore pour voter si jouer dangereusement à la guerre civile est plus productif ? Dans un grand bordel de feux de poubelles et de vitrines brisées, le énième, un journaliste remarquait : « on voit des collégiens apeurés qui ne savent plus comment rentrer à la maison »... des collégiens ? Evidemment il faut rester inlassablement à la recherche de la justice et de l'équité, mais pas en mentant sur les raisons qui nous opposent à cette recherche et surtout à ses solutions.

Avec l'arme de la carte d'électeur, il faut condamner sans réserve tous les abus. D'aucuns brandissent le referendum, or, chacun sait qu'on ne répond jamais à la question... on confirme ou on vire celui qui la pose, et ça, tous les maires le savent. Et puis, pourquoi tous les abstentionnistes iraient-ils voter au referendum ?

On ne vote plus mais on déclare l'élu illégitime et on ne veut plus attendre l'échéance... quitte à « s'élire » premier ministre. Voter : non, hurler : oui !

Je regardais le triste spectacle d'un lycée incendié si près de chez nous par des mineurs, ou celui des facs dévastées, 1 million de dégâts à Caen, et je me disais, c'est paradoxal, des lycéens et des étudiants pourraient louper leur année et rentrer un an plus tard dans la vie active ! Je crains pour eux.

J'ai peur...

Il n'y a pas que le vote qui ne mobilise plus, on pantoufle loin des fêtes, des cinémas et des théâtres, entre autres. Mais...

Bonne nouvelle, je viens de lire que les bénévoles retrouvent progressivement le chemin des associations qu'ils avaient quitté avec le Covid. Il ne faut pas désespérer de l'Homme... sans perdre de vue que : "Aucun progrès humain ne s'obtient avec l'assentiment de tous..." (Christophe Colomb)

Pierre LAMAIRE

N.B. Depuis ce coup de gueule, le Conseil Constitutionnel a rendu son verdict...

Un grand syndicaliste en attendait de l'apaisement, pas de la constitutionnalité...